

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

Objet de la consultation

**Prestations de nettoyage, y compris vitrerie, des locaux des services de
la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) à Mayotte**

Pouvoirs adjudicateurs

Madame la cheffe du service de la navigation aérienne Océan Indien
Monsieur le directeur de la sécurité de l'aviation civile Océan Indien

Ordonnateurs

Madame la cheffe du service de la navigation aérienne Océan Indien
Monsieur le directeur de la sécurité de l'aviation civile Océan Indien

Code CPV :

90911200 – Services de nettoyage de bâtiments

90911300 - Services de nettoyage de vitres

Ce document comporte 13 pages

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Allotissement du marché.....	4
1.3 Forme du marché	4
1.4 Lieu d'exécution.....	4
1.5 Durée du marché	4
1.6 Pièces contractuelles	4
ARTICLE 2 - SOUS-TRAITANCE.....	5
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	5
3.1 Forme des notifications et informations	5
3.2 Obligations du service bénéficiaire.....	5
3.3 Obligations du titulaire	5
3.4 Modalités d'accès	6
3.4.1 Moyens d'accès	6
3.4.2 Mesures de sûreté.....	6
ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	7
ARTICLE 5 - REPARATION DES DOMMAGES.....	7
ARTICLE 6 - ASSURANCES.....	7
ARTICLE 7 - PRIX ET REGLEMENT DU MARCHE.....	8
7.1 Prix et révision	8
7.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	8
7.3 Choix de l'index de référence « I »	8
7.4 Modalités de révision des prix.....	8
7.5 Contenu des prix.....	9
7.6 Bons de commande pour les prestations forfaitaires :	9
7.7 Modalités de règlement	9
7.7.1 Avance	9
7.7.2 Établissement des factures.....	9
7.7.3 Modalités de transmission des factures	9
7.7.4 Intérêts moratoires.....	10
ARTICLE 8 - PENALITES, REFACTIONS	11
8.1 Pénalités pour rupture d'approvisionnement des consommables	11

8.2 Pénalités liées au non-respect du délai d'exécution	11
8.3 Réfections	11
ARTICLE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	12
9.1 Contrôle des prestations	12
9.2 Évolutions des prestations à exécuter.....	12
Rectification des surfaces sur site existant.....	12
Changement des sites.....	12
Rectification des prestations sur site existant.....	12
ARTICLE 10 - RESILIATION	13
Clause de sauvegarde	13
Information du titulaire	13
Règlement amiable des différends et litiges	13
ARTICLE 11 – LITIGES ET CONTENTIEUX	13
ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	13

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des prestations de nettoyage, y compris vitrerie, des locaux des services de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) à Mayotte :

1. le Service de la Navigation Aérienne Océan Indien (SNA-OI),
2. la Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile Océan Indien (DSAC-OI),

désignés communément sous le terme d'« acheteur » dans le présent CCAP.

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenues dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le titulaire s'engage à une obligation de résultat pour exécuter et contrôler toutes les prestations du marché subséquent et de ses éventuels avenants.

1.2 Allotissement du marché

Le marché est alloté comme suit :

Désignation des lots		Dénomination de sites concernés
Lot 1	SNA-OI	SNA-OI Mayotte aéroport Marcel Henry 97615 Pamandzi - Mayotte
Lot 2	DSAC-OI	DSAC-OI Mayotte aéroport Marcel Henry 97615 Pamandzi - Mayotte

Le présent CCAP est commun aux 2 lots.

1.3 Forme du marché

Chaque lot est mono-attributaire et fait l'objet d'un marché séparé.

Le marché est conclu à prix forfaitaire et annuel.

1.4 Lieu d'exécution

Les prestations objet du marché sont exécutées sur le site de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) : Aéroport Marcel Henry - 97615 Pamandzi – Mayotte.

1.5 Durée du marché

Après notification du marché par l'acheteur, les prestations débutent le **1er novembre 2026** ou à une date postérieure, lorsqu'il en est ainsi disposé à l'acte d'engagement.

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification, renouvelable 3 fois par décision expresse.

En cas d'évolution des prestations au sens de l'article 9.2 du CCAP, le délai d'exécution afférent à chaque commande, ainsi que son point de départ, seront précisés dans le bon de commande.

1.6 Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité :

- l'acte d'engagement et son annexe financière, signés et datés du titulaire,

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières applicable (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe 1 du CCTP : Fiches de site
 - Annexe 2 du CCTP : Tableau des fréquences des prestations courantes forfaitaires
 - Annexe 3 du CCTP : Fiche de contrôle
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures Courantes et de Services approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- l’offre technique :
 - Le cadre de réponse technique du titulaire du marché.

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire relevant de ses conditions générales de vente est réputée non écrite.

ARTICLE 2 - SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire n’est pas autorisé à sous-traiter l’exécution de son marché.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 Forme des notifications et informations

L’acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d’attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font via la plateforme des achats de l’Etat (PLACE) :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/> consultation **DGAC-OI-2025-001**.

3.2 Obligations du service bénéficiaire

L’interlocuteur désigné par l’acheteur est chargé du suivi de l’exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification du marché.

L’acheteur notifie toute modification de l’interlocuteur au titulaire.

3.3 Obligations du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un interlocuteur unique, habilité à le représenter auprès du service bénéficiaire, pour les besoins de l’exécution du marché.

Dans les 15 jours qui suivent la notification de l’accord cadre, le titulaire remet sur site le dossier d’exploitation sur lequel il s’est engagé dans son offre technique et dont le contenu est détaillé ci-après :

DESIGNATION DES DOCUMENTS
Justification d’assurance à l’égard des tiers
Liste nominative des personnels affectés sur le site
Habilitations réglementaires (électricité et travail en hauteur)

Désignation de la personne responsable du marché sur le site
Cahier d'intervention
Plan de prévention
Planning semestriel, mensuel et bimensuel des prestations

Les documents non remis dans les délais prescrits font l'objet d'une pénalité de 50 euros sans qu'il y ait besoin d'une mise en demeure.

Les candidats doivent tenir compte dans leur offre des conséquences des contrats de travail qu'ils seront amenés à reprendre en application de l'article 7 de la convention collective des entreprises de propreté.

Le titulaire est donc soumis à l'obligation d'appliquer cette convention dès lors qu'il en relève, et en particulier les dispositions relatives à l'obligation de reprise des personnels.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le titulaire doit fournir à l'acheteur la liste nominative du personnel. Cette liste est tenue à jour au fur et à mesure des mouvements de personnel.

En tout état de cause, le titulaire est tenu de respecter les dispositions du Code du Travail.

3.4 Modalités d'accès

3.4.1 Moyens d'accès

Le responsable de site fournit au titulaire les clés, badges, codes d'accès ou tout autre moyen permettant l'accès aux locaux concernés par le marché. Chaque local doit impérativement être refermé à clé immédiatement après l'exécution de la prestation, sous la responsabilité du titulaire sur le site, sauf prescriptions contraires des services bénéficiaires.

En cas de perte, de vol ou de détérioration de ces moyens d'accès le titulaire avise aussitôt le responsable de site ou la personne représentant l'acheteur préalablement désignée. Les exemplaires manquants ou détériorés sont remplacés par l'acheteur aux frais du titulaire.

En fin de marché, le titulaire est tenu de remettre à l'acheteur les clés, badges ou tout autre moyen d'ouverture qui lui ont été confiés.

3.4.2 Mesures de sûreté

Le titulaire doit fournir au responsable de chaque site avant tout commencement d'exécution du marché une liste comportant le nom et le prénom des agents assurant la prestation. Il doit fournir, en outre, lors du démarrage de la prestation et à l'occasion de toute affectation d'un nouvel agent, les renseignements et informations nécessaires à l'établissement des badges prévus à l'article 3.4.1 du présent CCAP, lorsqu'ils sont exigés pour la circulation de ces agents dans les locaux de l'acheteur.

Le titulaire doit se conformer aux exigences de certains sites dits sensibles notamment quant à la communication du casier judiciaire. Dans ces cas, l'acheteur communiquera par écrit au titulaire les exigences particulières auxquelles le titulaire devra se conformer, selon les conditions de l'article R1332-22-1 du code de la défense. Ces

éléments, ou toute autre précision que juge nécessaire l'acheteur, seront annexés à l'Acte d'Engagement du marché.

Le titulaire doit informer le responsable de site de toute évolution dans les effectifs affectés à la prestation. Dans ce cadre, il lui appartient de procéder à la récupération des badges prévus à l'article 3.4.1 du présent CCAP, des agents n'intervenant plus dans la réalisation de la prestation et de les remettre aux responsables de site.

Le personnel de propreté du titulaire reçoit une information particulière sur les mesures de sûreté en vigueur à respecter sur chaque site.

ARTICLE 4 - CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Le titulaire devra lutter contre les pollutions et nuisances et respecter les quantités et les modes de stockage des produits dangereux.

La collecte des déchets fera l'objet d'un tri sélectif dans des conteneurs dédiés. Le titulaire contrôlera et signalera sur un cahier de liaison toutes les anomalies ou dysfonctionnements qu'il aura observés.

ARTICLE 5 - REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens de l'acheteur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toutes natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de l'acheteur.

Le titulaire est responsable de la conservation et de l'emploi de tout matériel, de tout équipement et de tout local mis à sa disposition par l'administration. Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'administration ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans le marché.

Si un matériel ou un équipement mis à la disposition du titulaire par l'acheteur est détruit ou endommagé ou si un local mis à sa disposition est dégradé, le titulaire est tenu de le remplacer, de le remettre en état ou d'en rembourser la valeur d'acquisition ou le montant des frais de reconstitution à neuf à la date du sinistre.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents – de quelque nature que ce soit – à l'égard des biens et des personnes, causés par la conduite des opérations ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

À tout moment, durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7 - PRIX ET REGLEMENT DU MARCHÉ

7.1 Prix et révision

Le prix des prestations est forfaitaire et annuel, selon le DPGF annexé à l'acte d'engagement pour les prestations détaillées dans le CCTP.

Ce prix forfaitaire porte sur :

- les prestations courantes de nettoyage
- les prestations spécifiques de nettoyage
- les prestations de nettoyage des vitres
- la fourniture et mise en place des consommables sanitaires.

Les répercussions sur le prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

7.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques de la date de remise de l'offre par le titulaire.

7.3 Choix de l'index de référence « I »

Les prix du marché sont révisés, à l'initiative du titulaire, par référence aux variations de l'indice trimestriel suivant :

I : « Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (B to B) » – CPF 81.21 -Nettoyage de bureaux – Base 2015 (Identifiant INSEE n°010546448), lu dès sa publication définitive au Bulletin de Statistiques de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques – INSEE (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/série/010546448>).

P : « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 20.41 – Savons, détergents et produits d'entretien 010534611 » - Prix de marché – Base 2015 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010534611.

7.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (0,92 \times (I_n / I_o)) + (0,08 \times (P_n / P_o))$$

La formule de révision s'entend ainsi :

I_o = Valeur finale de l'index de référence I (indice connu définitif) prise au mois d'établissement des prix

I_n = Valeur finale de l'index de référence I (dernier indice connu définitif) prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision

P_o = Valeur finale de l'index de référence P (indice connu définitif) prise au mois d'établissement des prix

P_n = Valeur finale de l'index de référence P (dernier indice connu définitif) prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision

Les prix de la période initiale sont fermes.

La révision des prix est réalisée une fois par an par le titulaire, lors de la reconduction et communiquée à l'acheteur.

7.5 Contenu des prix

Les prix s'entendent tous frais compris. Ils sont également réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations,
- toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (notamment, les frais relatifs au transport et à la manutention des matériels),
- les garanties,
- les marges pour risque,
- les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

7.6 Bons de commande pour les prestations forfaitaires :

L'acheteur, suite à la notification du marché, établit et adresse au titulaire le bon de commandes sous forme dématérialisée, concernant son site. Seule la notification du bon de commande vaut lancement des prestations à exécuter.

Il est prévu un bon de commande annuel.

Toutefois, l'acheteur peut établir un bon de commande au prorata temporis en fonction de la date de début des prestations sur le (les) site(s) concerné(s) et de la durée souhaitée.

7.7 Modalités de règlement

7.7.1 Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

7.7.2 Établissement des factures

Chaque facture est établie pour chaque acheteur.

Le montant annuel forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement est divisé par 12 et fait l'objet d'une facturation mensuelle, à terme échu. Dans l'hypothèse où la facturation ne correspond qu'à une partie du mois, le montant mensuel forfaitaire est proratisé en fonction du nombre de jours dans le mois.

7.7.3 Modalités de transmission des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique ainsi que :

- Le numéro de marché ;
- Le numéro de SIRET de la DGAC ;
- Le code du service exécutant de la dépense (transmis lors de la notification du marché) ;
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) (transmis lors de la notification du marché) ;
- les numéros et date de notification du marché ;
- les références et la date du bon de commande émis par le service bénéficiaire ;
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du compte bancaire du titulaire, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- la date d'établissement ;
- le prix total HT ;
- le prix total TTC.

Le comptable assignataire de la dépense est :

Monsieur l'Agent Comptable Secondaire du Budget Annexe Contrôle et Exploitation Aériens Océan Indien Zone aéroportuaire – CS93003 - 97833 Sainte-Marie Cedex.

Adresses de facturation :

LOT 1 :

Service de la Navigation Aérienne – Océan Indien
Aéroport de la Réunion - Roland Garros
BP 52- 97408 Saint-Denis Cedex 9

LOT 2 :

Direction de la Sécurité de l'Aviation Civile – Océan Indien
Zone aéroportuaire – CS93003
97833 Sainte-Marie Cedex

7.7.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 8 - PENALITES, REFACTIONS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, l'acheteur se réserve la possibilité d'appliquer les pénalités selon les modalités précisées dans cet article.

D'une manière générale :

- les pénalités s'appliquent à des retards ou à des manquements dans l'exécution,
- les réfections s'appliquent à des défauts dans l'exécution.

8.1 Pénalités pour rupture d'approvisionnement des consommables

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
<p>Manque d'approvisionnement en produits et consommables pour les sanitaires et les zones disposant d'un point d'eau (papier toilette, savon, rouleaux essuie-mains).</p> <p>La pénalité sera appliquée à compter du constat du manque d'approvisionnement par l'acheteur et cessera au jour de l'approvisionnement complet des matériels.</p> <p>Il est imposé au titulaire de fournir les consommables compatibles avec les équipements de l'acheteur.</p> <p>L'approvisionnement en produits ou consommables non compatibles entraînant une impossibilité d'utilisation sera assimilé à un manque d'approvisionnement et donnera lieu à l'application de ces pénalités dans les mêmes conditions.</p>	10€ HT par jour

8.2 Pénalités liées au non-respect du délai d'exécution

Si le prestataire est dans l'impossibilité de réaliser une partie ou l'ensemble des prestations objet du marché conformément à la fréquence contractuelle fixée au marché, il doit immédiatement en aviser l'acheteur par courrier électronique, en tout état de cause avant l'expiration de ce délai, et soumettre en même temps à l'appréciation de l'acheteur les "justifications présentant un caractère de force majeure ou autre, qu'il pourrait éventuellement fournir.

Objet de la pénalité	Montant de la pénalité
<p>Le titulaire néglige de se conformer aux délais d'exécutions, ou si les justifications fournies ne sont pas jugées suffisantes par l'acheteur.</p> <p>L'application de la pénalité débute après la date contractuelle (cf fréquence de nettoyage).</p> <p>De plus, l'acheteur se réserve le droit de faire procéder au nettoyage des locaux par un autre prestataire. Le surcoût éventuel sera alors porté à la charge du titulaire du marché.</p>	<p>50€ HT par jour de retard</p> <p>Surcoût autre prestataire</p>

8.3 Réfections

L'inexécution des prestations courantes y compris vitreries correspond à l'absence d'intervention contractuelle du prestataire sur le site.

En cas d'inexécution de ces prestations (signalée sur le cahier de liaison ou par tout autre moyen permettant le signalement au prestataire) sur un site, il est fait application d'une réfaction de 100 euros HT par jour d'inexécution.

ARTICLE 9 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

9.1 Contrôle des prestations

En vue de s'assurer de la conformité des prestations réalisées aux spécifications du marché et pour constater le respect de l'obligation de résultat, il est mis en place par l'acheteur, un contrôle qualité des prestations de nettoyage en relation avec le titulaire.

La nature et les modalités de contrôle des prestations sont précisées à l'article 4 du CCTP.

9.2 Évolutions des prestations à exécuter

Rectification des surfaces sur site existant

En cours d'exécution du marché, les éventuelles modifications sur site existant des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 30 m² sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieure ou égale à 30 m² de vitrerie, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à plus ou moins à 30 m² les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant au marché.

Le service bénéficiaire respecte un préavis de 2 mois pour informer le titulaire de la date d'effet de la modification de surface. Il lui transmet la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

Le titulaire est tenu de proposer des prix conformes au DGPF calculés au prorata de l'augmentation des surfaces. Si l'acheteur estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales des offres qui ont permis au titulaire d'être retenu, il dispose d'un délai de 10 jours pour demander une nouvelle offre et en informe le représentant de l'acheteur.

Le titulaire doit formuler une nouvelle offre inférieure dans d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande. Les rectifications font l'objet d'un avenant et sont calculées au prorata des surfaces initiales.

Changement des sites

Une substitution de site s'analyse comme l'ajout d'un site et la fermeture concomitante d'un autre site qui s'effectue par une modification de l'accord-cadre.

L'acheteur respecte un préavis de 2 mois pour en informer le titulaire, par voie dématérialisée avec preuve de réception et lui transmettre une fiche du nouveau site et convenir de la date d'effet de la modification.

La modification s'effectue par voie d'avenant sur la base des prix de l'accord-cadre.

Rectification des prestations sur site existant

Toute rectification dans la composition des prestations forfaitaires fait l'objet d'une modification du marché (avenant).

Les modifications concernées sont :

- fréquence hebdomadaire de passage ;
- changement de revêtement de sol (sol dur / sol moquette) ;
- changement de zonage ;
- modification de prestation spécifique.

Lorsque ces modifications représentent une variation de superficie en plus ou en moins inférieure ou égale à 30 m², elles sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

L'acheteur transmet au titulaire la fiche du site modifiée en précisant la date d'effet et le titulaire est tenu de proposer des prix conformes aux prix de l'accord-cadre. Si l'acheteur estime que la nouvelle offre n'est pas conforme aux conditions initiales des offres qui ont permis au titulaire d'être retenu, il lui demande une nouvelle offre dans un délai de 10 jours calendaires à compter de sa réception et en informe le représentant de l'acheteur. Le titulaire doit formuler une nouvelle offre inférieure dans d'un délai de 10 jours à compter de la réception de la demande.

Toute modification dans la composition des prestations forfaitaires s'effectue par avenant en précisant la date d'effet.

ARTICLE 10 - RESILIATION

Le Chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation du marché est applicable.

Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité, si l'augmentation des prix forfaitaires résultant de la révision est supérieure à 5%.

Information du titulaire

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des stipulations particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Règlement amiable des différends et litiges

En cas de litige résultant de l'application des clauses du marché, la loi française est seule applicable.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics de Paris.

ARTICLE 11 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Tout litige dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG/FCS et après tentative de règlement amiable entre les parties, sera soumis à la juridiction du tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois. Il en sera fait attribution au **Tribunal administratif de Mayotte - 731 boulevard Younoussa Bamana - 97600 MAMOUDZOU**

ARTICLE 12 – DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

. les articles 8.1 et 8.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG.